

NANCY Municipales

Un collectif d'associations interpelle les candidats

Seize associations invitent les candidats à s'emparer et à mettre en œuvre vingt-six mesures « prioritaires » qu'ils ont élaborées depuis novembre 2019, dans un « souci d'urgence écologique, sociale, et démocratique ».

L'idée n'est pas de proposer un programme aux candidats, mais de leur soumettre des mesures prioritaires à mettre en œuvre rapidement », prévient Johan Chanal. Le représentant du mouvement RESF (Réseau éducation sans frontières) de Meurthe-et-Moselle fait partie, avec Frédérique Chanal (RESF), Valérie Bourgois (association Nous voulons des coquelicots et LorAMAF), Noël Le Monnier (représentant Attac, Le bien commun, et le Collectif nancéen pour une régie publique des transports en commun pour leur accès gratuit), Elodie Villenave (gilets jaunes Nancy porte sud), Adèle Jeannot (Greenpeace Nancy),



Le collectif, rassemblant 16 associations, soutiendra les élus qui s'engageront à « mettre en œuvre ses mesures ». Photo (R)/C.V.

Virginie Hacquard (Résistance agression publicitaire Nancy et association Le Floralin), et Daniel Rittié (ATTAC), d'un collectif rassemblant seize associations de Nancy et des environs.

Soutien aux élus qui les mettront en œuvre

Réunies par le « souci de l'urgence écologique, sociale et démocratique », les seize associations, dont l'atelier du vélo Dynamo et Les amis de la terre, se sont rencontrées à plusieurs

reprises depuis novembre 2019 pour établir une liste de vingt-six mesures, non exhaustives, à proposer aux candidats des élections municipales et de la Métropole du Grand Nancy. « Ce sont des mesures concrètes, prioritaires, que nous enverrons à tous les candidats en les invitant à s'en emparer et à les mettre en œuvre s'ils sont élus », souligne Johan Chanal. « Nous nous réservons le droit de faire un point annuel sur la prise en compte avérée des pro-

positions que nous soumettons. Nous soutiendrons les élus qui s'engageront à mettre en œuvre ces engagements et nous nous opposerons aux politiques qui iraient à l'encontre de la nécessaire transition écologique, démocratique et solidaire ».

Accès gratuit aux transports

Mobilisé pour la protection de l'environnement, la réduction des inégalités et une « meilleure inclusion de toutes

et tous dans la vie démocratique », le collectif souhaite, entre autres, l'instauration de l'accès gratuit aux transports en commun sur le réseau Stan, la mise en place d'un plan vélo métropolitain doté d'un budget de 8 M€ par an et de zones piétonnes « géographiquement ambitieuses », le service (dès 2022) dans les restaurations collectives de « repas équilibrés à partir d'ingrédients 100 % bio, locaux, équitables, avec la mise en place d'une légumerie et, au moins deux fois par semaine un repas exclusivement sans viande ni poisson », le développement d'une agriculture urbaine écologique et de proximité... Concernant les grands projets municipaux et métropolitains, il demande aussi que l'on mette en place « une ou plusieurs assemblées citoyennes locales ou thématiques dotées de moyens d'expertise qui auront un pouvoir de proposition et d'alternatives ». L'intégralité des propositions est consultable sur notre-plan.net.

Jean-Christophe VINCENT